



CGT ASSURANCE CHOMAGE

CGT CHOMEURS

CGT ANPE

NON AU CONTRÔLE SOCIAL NON AU SUIVI MENSUEL PERSONNALISE

Les missions premières de service public de l'ANPE et de l'Assurance Chômage sont laminées. Elles sont mises au service d'une politique publique de l'emploi qui veut contraindre les demandeurs d'emploi à accepter toutes les précarités, les déqualifications, les bas salaires et fragilisent les agents de nos services. Impossible, dans ces conditions là, de répondre aux besoins qu'expriment les chômeurs.

Plan Borloo-Villepin, Maisons de l'emploi, ouverture à la concurrence : l'ANPE, les DDTEFP, l'UNEDIC/ASSEDIC et leurs agents sont mis au service d'une véritable entreprise de coercition sociale. On a constaté, par exemple, en mars 2006, une augmentation de 10.5% en un an du nombre de radiations.

Le rapprochement/fusion de l'ANPE et des ASSEDIC, à commencer par les services informatiques, **va dans le sens du tout répressif** : indemnisation du chômage scandaleusement insuffisante, contrôle et radiations accrus pour les chômeurs, les précaires et les exclus.

Dans la foulée, la mise en place du Dossier Unique du Demandeur d'Emploi (DUDE) est dangereuse. **Le DUDE - à terme doit mettre en fiche 10 millions de personnes** – et vise à intégrer toutes les informations concernant les 4,3 millions de chômeurs (toutes catégories confondues) sur leur vie professionnelle y compris en dehors des périodes de chômage.

Le suivi mensuel personnalisé et les parcours personnalisés sont aujourd'hui la pointe avancée de ces attaques.

En fait d'accompagnement personnalisé des chômeurs (sans leur demander leur avis, voire contre leur gré), on veut nous contraindre à mettre en œuvre des méthodes – portefeuilles, segmentation de la demande, profilage, obligation de résultats – dont les objectifs, **sous la tutelle du MEDEF (véritable pilote de l'UNEDIC), sont destinés à mettre en place la normalisation sociale des chômeurs comme des agents et de l'ensemble des salariés.**

Nous ne pouvons pas accepter l'individualisation et le flicage permanent de nos activités –déguisés sous le vocable autonomie-, pas plus que la déqualification des emplois et des missions des agents, qui sont des moyens supplémentaires de soumettre le personnel aux objectifs des directions et des pouvoirs publics. Dans le même mouvement, nous dénonçons l'intensification des charges de travail et la dégradation des conditions d'exercice de nos missions.

Nous refusons le Suivi Mensuel Personnalisé et les Parcours Individualisés (profilage) qui ne correspondent ni aux besoins des demandeurs d'emploi ni à notre conception du service public de l'emploi.

Nous refusons un système destiné à réduire, par la contrainte, le nombre de chômeurs sans réduire le chômage. Dans cette logique, nous dénonçons la convention Assurance Chômage et la convention Etat/ANPE/UNEDIC.

Nous refusons ce système qui condamne les chômeurs à basculer dans la précarité permanente de l'emploi notamment par le recours aux cabinets privés de placement, grassement payé sur le dos des chômeurs (par exemple, INGEUS perçoit 5000 euros en moyenne pour « suivre » un demandeur d'emploi !).

Nous refusons l'externalisation programmée des deux systèmes d'information et **donc la disparition rampante de nos informaticiens.**

Nous voulons une politique publique de l'emploi qui réponde – en termes d'emplois stables, de formations qualifiantes et de salaires – tant aux exigences des agents et salariés qu'aux attentes des demandeurs d'emploi.

Nous voulons un accueil ouvert pour tous avec ou sans rendez-vous et les moyens en effectifs nécessaires pour la mise en œuvre d'une telle politique.

Nous voulons une convention de l'Assurance Chômage qui indemnise l'ensemble des demandeurs d'emploi

La CGT Chômeurs, la CGT de l'Assurance Chômage et la CGT ANPE appellent à une mobilisation massive

- **Pour le retrait du Dossier Unique du Demandeur d'Emploi (DUDE)**
- **Pour le retrait du Suivi Mensuel Personnalisé**
- **Pour le retrait des Parcours individualisés, véritable machine à exclure les demandeurs d'emploi.**
- **Pour le retrait des politiques coercitives de l'emploi**

Tous en grève et manifestation le 13 juin 2006.